

Immigration : 5 ans après, la Suède ouvre les yeux...



Il y a cinq ans, en octobre 2015, suivant les conseils de la chancelière allemande Angela Merkel, qui se félicitait d'accueillir plus d'un million de migrants, en s'écriant « Nous y arriverons », la Suède recevait à son tour environ 165 000 migrants, demandeurs d'asile de diverses origines, et quelques milliers depuis, pour une population d'environ dix millions d'habitants, soit environ 2 % de celle-ci, en majorité des Syriens et Afghans et, parmi eux, environ 35 000 supposés « mineurs isolés ».

À l'époque, le Premier ministre suédois, Stefan Löfven, s'exprimait à son tour : « Mon Europe ne construit pas des murs », lançait-il !

Aujourd'hui, cinq années plus tard, si Angela Merkel n'a pas, encore, changé d'opinion, le Premier ministre suédois, lui,

veut tout faire pour ne pas revenir à cette même situation d'octobre 2015, car il constate l'importance du lien entre une immigration de masse et les tensions qui aggravent la sécurité au sein de la société suédoise.

Pour Stefan Löfven, il n'est plus question que « *de l'échec total de l'intégration, de la ségrégation sociale et du chômage important de ces « nouveaux Suédois » nés à l'étranger, qui est trois fois supérieur à celui des Suédois d'origine et, surtout, de la violence des gangs implantés dans les quartiers à forte population immigrée* » et, en cela, il est suivi par la majorité des partis politiques qui souhaitent mettre un frein à toute immigration.

Nous sommes, en France, dans une situation pratiquement identique, à la seule différence que la Suède, avec ses 2 % d'étrangers, est bien loin derrière nos 20 % environ d'immigrés.

Et ce n'est pas le dernier et abominable fait divers qui vient de frapper la Suède, qui fera changer d'avis et le chef de l'État, et les partis politiques, et la population.

Deux jeunes garçons de moins de 15 ans ont subi l'horreur pendant plusieurs heures, du samedi 21/11 vers 23 h, au dimanche 22/11 dans la matinée, dans le cimetière de la ville suédoise de Solna.

Ils ont été enlevés, bâillonnés à l'aide de leurs propres chaussettes, mains attachées avec leurs ceintures, jambes liées, frappés à coups de pied et de poing, brûlés à l'aide de briquets, torturés et, enfin, après avoir reçu l'ordre de se déshabiller, violés à tour de rôle, puis enterrés vivants, dans des tombes qu'ils ont été obligés de creuser.

L'un des deux a déclaré : « Avoir l'impression d'avoir subi un bain de sang » et qu'il était dans l'impossibilité de dire « combien de coups il avait reçus ».

Ce sont deux migrants, un Tunisien âgé de 18 ans, et un Iranien de 21 ans, tous deux bénéficiant de la nationalité suédoise, qui sont les auteurs de cette horreur, qui a duré plusieurs heures.

D'après l'une des jeunes victimes « C'est le Tunisien qui contrôlait et dirigeait tout ».

Après leur avoir dérobé tout ce qu'ils possédaient, les deux monstres sont partis, les abandonnant à leur triste sort.

Ils ont été sauvés par un passant qui a aussitôt alerté la police.

Les deux suspects ont été appréhendés.

Selon le procureur, Anders Tordai : « Ils voulaient vendre de la drogue aux deux jeunes, qui ont refusé, et c'est là que leur calvaire a commencé ».

Les deux criminels sont connus des services de police. L'Iranien a déjà été condamné à six reprises, notamment au début du mois de juillet, pour un incendie criminel : il avait jeté un cocktail Molotov dans un magasin de voitures.

Le Tunisien avait été envoyé dans une institution pour jeunes délinquants, après avoir volé une voiture et conduit sans permis.

Dans un tout autre registre, mais en lien également avec l'immigration, une manifestation de masse silencieuse s'est déroulée au Sénégal, suite à la mort par noyade de près de 500 migrants clandestins qui, fin octobre, tentaient de rejoindre les îles Canaries (lors d'un récent article, je signalais l'arrivée quotidienne aux Canaries d'embarcations de fortune contenant quelques centaines de clandestins).

Le Sénégal s'interroge face à ces drames de l'émigration de sa jeunesse qui se déroulent entre les côtes africaines et les îles des Canaries, et la ministre espagnole des Affaires

étrangères s'est rendue, samedi soir, dans ce pays, pour en discuter avec son homologue et le chef de l'État.

Manuel Gomez